

édité par
be-linked
business & community intelligence

La mission de **Be-linked** est d'intégrer les relations avec la société civile au cœur de la stratégie de l'entreprise, pour créer, par l'innovation, de la valeur économique, sociale et environnementale durable.

Mai 2010

06

EDITO

Un forum pour rien ?

Le Forum Mondial Urbain qui s'est tenu à Rio de Janeiro du 22 au 24 mars dernier a été, une fois n'est pas coutume, l'occasion de voir se développer, à côté de l'événement officiel (organisé par l'UN Habitat), un forum mondial urbain parallèle et associatif. Les interactions entre les deux événements furent légères mais réelles. Au forum de l'ONU, les grandes entreprises et agences de développement ainsi que les collectivités locales et territoriales du monde entier ont discuté de l'intégration économique et sociale dans les villes des pays en développement. Pour ces mégapoles, les enjeux de développement durable passent nécessairement par de meilleures combinaisons entre acteurs économiques, sociaux et pouvoirs publics, afin de répondre aux défis déjà actuels de surpopulation. Les zones urbaines où résident dans des conditions précaires près de 830 millions d'êtres humains sont sans doute les plus concernées par ces enjeux, mais leurs représentants restent peu audibles au sein des débats onusiens. Débats nécessaires donc, mais au final peu de grands engagements et une présence également assez faible des entreprises qui ont pourtant un rôle crucial à jouer, à la fois dans la mise en place de réseaux d'accès à l'eau, à l'énergie, aux transports traditionnels ou au traitement des déchets, pour ne citer que les plus évidents, mais aussi dans la mise en œuvre de projets innovants pour servir ces populations généralement privées des services de l'urbanisation traditionnelle. On pourrait légitimement attendre que les projets orientés « social business » de nos champions nationaux du secteur des « utilities » au Maroc par exemple, fassent l'objet de partage lors de ces grands-messes. Ce, afin de nourrir les réflexions plus globales, à la croisée des attentes des pouvoirs publics et des citoyens

AFRIQUE



Riche en matières premières agricoles ou minières, le continent africain est le terrain d'activité de nombreuses multinationales...

organisés, qui évoquaient au sein du Forum parallèle le fossé toujours plus grand entre les zones urbanisées et les bidonvilles du monde entier.

L'autre événement, tristement marquant de ces derniers jours, est la disparition le 16 avril de CK Prahalad, économiste le plus influent de l'année 2009, mais aussi auteur de « The fortune at the Bottom of the Pyramide » le premier ouvrage à théoriser (de façon fort discutée dans les milieux académiques) l'idée que les personnes considérées comme pauvres représentaient un marché et donc un potentiel de développement sans précédent pour les entreprises. Le premier théoricien du BOP s'est donc éteint, laissant ses contradicteurs académiques sans adversaire, pour l'instant. Bonne lecture !

Jérôme Auriac
Directeur Général de Be-linked
Business & Community Intelligence

► Nouvelles des 5 continents	2
► DOSSIER SPÉCIAL : Afrique	6
○ Interviews ○ Partenariats & projets ○ Flash secteur ○ Repères	
► Lectures & Rendez-vous	15
○ A lire ○ Agenda	
► Quoi de neuf @ Be-linked	16

B&Cbrief | Directeur de la publication : Jérôme Auriac | Rédaction en chef : Eva Pulcinelli | Rédacteurs : Jérôme Auriac, Aurélie Boukobza, Cécile Cathelain, Eva Pulcinelli | Création graphique : Christine Bourne | Impression : pure impression | info@be-linked.net



Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme

Mieux informer sur les impacts des entreprises

Interview

Pour mener à bien sa mission d'information sur les impacts positifs et négatifs des entreprises sur les droits de l'homme et l'environnement, l'ONG britannique Business & Human Rights Resource Centre s'est dotée d'un personnel qualifié et d'un solide réseau de chercheurs dans le monde. Rencontre avec un de ses représentants basé en Afrique.

Quelle est la mission de votre organisation ?

« Les ONG ont un rôle fondamental à jouer en Afrique. Elles peuvent servir de médiateur mais aussi fournir des idées et des solutions. »

Aliou Diouf (AD) : Business & Human Rights Resource Centre (Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l'Homme) est une ONG britannique dont le siège est à Londres. Elle se focalise sur les impacts aussi bien positifs que négatifs de l'activité des entreprises nationales ou multinationales, sur les droits de l'homme et l'environnement. Nous essayons à tout moment, et partout dans le monde, de nous informer sur ces impacts grâce notamment à l'équipe de Londres et aux chercheurs basés dans les différentes régions du monde. Grâce à son site internet mis à jour quotidiennement et son vaste réseau de contacts, notre organisation permet de diffuser à travers le monde toutes les mauvaises, mais aussi toutes les bonnes pratiques des entreprises en matière de respect des droits de l'homme et de

l'environnement. Le but étant, *in fine*, d'amener les entreprises à intégrer ces questions dans leur comportement de tous les jours.

Comment travaillez-vous en Afrique ?

AD : Ma collègue Abiola Okpechi s'occupe de l'Afrique anglophone, et est basée au Cap en Afrique du Sud. Je m'occupe quant à moi de l'Afrique francophone, depuis ma base à Dakar au Sénégal. Mon rôle consiste à mener des recherches sur les impacts des entreprises afin d'alimenter notre site internet, à promouvoir notre organisation dans la région, à collaborer et à soutenir les ONG locales. J'établis aussi des contacts avec les entreprises, les médias, les gouvernements, les instituts et les universités. En cas d'accusations graves, je demande à l'entreprise concernée de me fournir une réponse aux accusations. Une fois la réponse obtenue, nous l'affichons sur notre site internet à côté de l'article contenant les accusations. Cette démarche nous permet d'être impartiaux, elle permet aussi à nos lecteurs de se faire leur propre opinion.



Aliou Diouf,
chercheur, représentant de
l'ONG en Afrique francophone

Quel secteur concentre actuellement la plus forte mobilisation des ONG au Sénégal ?

AD : Au Sénégal, beaucoup d'ONG se focalisent actuellement sur le secteur minier. L'arrivée massive d'entreprises minières dans la région de Kédougou pour exploiter les ressources naturelles a alerté les ONG qui se mobilisent pour obliger les compagnies à respecter les droits de l'homme, l'environnement et à contribuer au développement local. Quelle que soit la manière utilisée, l'exploitation minière a toujours un impact sur l'environnement. De plus, les populations vivant dans les zones minières sont souvent démunies et incapables à elles seules de faire plier les entreprises. Aussi, elles ont besoin du soutien des ONG pour faire entendre leur voix et profiter des retombées de l'exploitation des ressources naturelles.

Quels sont les problèmes évoqués par les ONG quant à l'exploitation des terres par ces compagnies minières à Kédougou ?

AD : J'ai rencontré les différentes parties prenantes lors de ma visite dans la région. La plupart des ONG rencontrées et les populations locales ont souligné des problèmes sociaux, économiques et environnementaux résultant de l'activité des compagnies minières (problèmes sanitaires liés à l'afflux de personnes à la recherche de travail, pollution des terres et sources d'eau, etc.). Plusieurs expropriations m'ont été aussi signalées.

PROJETS & PARTENARIATS

PLAN & NOKIA

Dans le cadre du partenariat initié depuis 2006 entre l'entreprise NOKIA et l'ONG PLAN, une organisation humanitaire internationale de développement centrée sur l'enfance, de nombreux programmes ont été développés dans près d'une quinzaine de pays africains afin de mieux informer et promouvoir les droits des enfants. Parmi eux, citons « Kid Waves », un programme radio hebdomadaire diffusé en Afrique occidentale et produit entièrement par les jeunes, ou encore « Esmao03na TV », un programme Télé égyptien sur les Droits de l'Enfant. Ce partenariat a également permis la mise en place d'une assistance téléphonique gratuite, « childline » pour les enfants victimes de violence et de maltraitance en Ouganda et au Kenya, où plus de 30 000 appels ont été reçus l'année dernière. Nokia a apporté un soutien financier de plus de 6 millions d'euros depuis 2006 pour les projets de PLAN et ses partenaires en Afrique, mais également un appui technologique et humain en impliquant

ses employés. Enfin, l'entreprise Nokia et l'ONG Plan collaborent pour améliorer les services et programmes de téléphonie mobile pour répondre aux besoins locaux de développement.

<http://plan-international.org>



© Plan



Quel est votre sentiment sur le « devoir de rendre compte » des entreprises en Afrique ?

AD : On observe en Afrique ces dernières années une augmentation des affaires portées devant les juridictions nationales, certaines de ces affaires ont d'ailleurs abouti à des indemnités. A titre d'exemples, on pourrait mentionner l'affaire Trafigura (voir encadré) en Côte d'Ivoire et l'affaire Ken Saro-Wiwa avec Shell au Nigéria. Ces exemples illustrent bien les impacts négatifs que les entreprises peuvent avoir sur les droits de l'homme et l'environnement. Il est normal qu'une compagnie puisse être jugée et les victimes indemnisées quand il y a des violations des droits de l'homme aussi graves et des dégâts environnementaux d'une telle ampleur. Pour amener les entreprises à respecter les droits de l'homme et à protéger l'environnement dans leurs activités économiques, il faudrait que la société civile se mobilise et que les pouvoirs publics prennent aussi leurs responsabilités. Quand une compagnie souhaite s'installer dans un pays pour y exploiter les ressources naturelles, elle prend le plus souvent des engagements touchant entre autres, le respect des droits de l'homme et l'environnement. Dans la plupart des cas, il suffit de respecter ces engagements pour limiter les impacts négatifs des entreprises, sans que la pression des ONG soit nécessaire. C'est pourquoi les Etats doivent avant tout veiller à bien négocier les conventions signées avec les entreprises, à faire appliquer les textes sur le terrain et à favoriser le dialogue avec les populations locales. Les ONG ont un rôle fondamental à jouer en Afrique. Elles peuvent servir de médiateur mais aussi fournir des idées et des solutions.

Cette confrontation ONG/entreprises est-elle inévitable ? Un rapprochement pourrait-il améliorer le respect des droits de l'homme et de l'environnement en Afrique ?

AD : Cette confrontation entre les populations locales, les ONG et les entreprises n'est pas inévitable. La société civile, les populations locales, les entreprises et les autorités publiques doivent travailler à assurer une meilleure protection des droits de l'homme et de l'environnement. Nous devons tous veiller à ce que nos actes soient les moins dommageables possible. S'il y a de bonnes pratiques des entreprises, nous devons les souligner, pour ne pas se focaliser uniquement sur les

mauvaises pratiques. Les entreprises sont capables de changer leur comportement et leur approche mais aussi de faire évoluer leurs pratiques. C'est pourquoi un rapprochement est nécessaire. En général, les ONG et les entreprises discutent et c'est normal, je dirai même que c'est naturel. C'est positif et peut contribuer à faire avancer les choses. ■

E.P.

+ d'infos : www.business-humanrights.org

L'affaire Trafigura

Plusieurs centaines de tonnes de déchets toxiques ont été déversées à Abidjan en Côte d'Ivoire en août 2006 par le cargo Probo Koala affrété par la société Trafigura. Ces déchets auraient intoxiqué plusieurs dizaines de milliers de personnes et causé la mort d'une dizaine d'entre elles. L'entreprise, qui a nié toute responsabilité dans la mort de ces personnes et les graves problèmes de santé invoqués par les victimes, a conclu en 2007 un premier accord à l'amiable avec le gouvernement ivoirien pour un montant de 152 millions d'euros, en échange de l'abandon de toute poursuite en Côte d'Ivoire. En septembre 2009, un accord d'indemnisation entre la société et le cabinet d'avocats anglais Leigh Day & Co, représentant les 31 000 victimes ivoiriennes, a été négocié pour un montant de 33 millions d'euros (soit 1150 euros par plaignant), mettant ainsi fin (pour le moment) au procès qui devait s'ouvrir à Londres en octobre 2009. Le processus d'indemnisation des victimes a commencé en mars dernier après une âpre bataille judiciaire entre le cabinet Leigh Day & Co et Claude Gohourou, président de la Coordination nationale des victimes des déchets toxiques (CNVDT-CI). En tant que représentant d'une partie des victimes, M. Gohourou réclamait le droit de gérer les fonds d'indemnisation mais aussi de connaître la teneur de l'accord conclu entre le cabinet d'avocats et Trafigura. Les deux parties ont fini par trouver un accord qui permet de gérer conjointement les fonds et le processus d'indemnisation des victimes.



Action organisée par Greenpeace sur le cargo Probo Koala en 2006 en Estonie.

© Christian Aslund / Greenpeace.

Chiffres clés

L'Afrique compte **840 millions d'habitants** (Afrique subsaharienne 680 millions; Afrique du Nord 160 millions).

En 2025, la population de l'Afrique subsaharienne atteindra **1,1 milliard** et ce, malgré le décès de plus de 5 500 personnes atteintes du sida par jour.

Plus de **47 %** de la population africaine a entre **5 et 24 ans**.

Le **taux de mortalité infantile** en Afrique s'élève à **90 pour 1 000**.

L'espérance de vie est de **46 ans**.

Seulement **58 %** de la population africaine a accès à l'eau potable

et plus de **85 %** de la population de l'Afrique du Nord à des sources d'eau améliorées.

Le continent africain connaît la croissance urbaine la plus rapide au monde. D'ici à **2030**, la moitié de sa population vivra et travaillera en milieu urbain.

72 % de la population urbaine d'Afrique vit dans des bidonvilles.

L'Afrique perd environ **20 000 professionnels** par an au profit des pays industrialisés.

Sources : PNUD, Banque mondiale 2008

PARTENARIAT

RSE&PED, « L'information francophone sur la Responsabilité Sociale des Entreprises dans les pays émergents et en développement », s'associe à **B&Cbrieff**. L'association souhaite promouvoir une meilleure contribution des entreprises aux Objectifs du Millénaire pour le Développement via leur RSE. Avec une des co-fondatrices basée à Singapour, l'association a développé un réseau particulièrement important dans le domaine de la RSE en Asie. RSE&PED apportera son expertise en proposant une sélection d'actualités de la relation ONG/entreprise dans cette région pour notre rubrique Nouvelles des 5 Continents. D'autres pistes de collaboration sont également en cours de réflexion.
+ d'infos : www.rse-et-ped.info

Forum 2010 de l'OCDE

Be-linked est partenaire du forum de l'OCDE « **Vers la reprise : innovation, emploi & croissance saine** » qui se déroulera à Paris du 26 au 27 mai prochain. Cet événement rassemble pendant 2 jours plus de 1 400 personnes venues du monde entier - entreprises, organisations internationales, représentants de la société civile...- pour débattre des enjeux d'aujourd'hui. **Be-linked** a apporté son expertise pour ouvrir plus largement cet événement aux organisations de la société civile. Par ailleurs, la Revue de l'Observateur de l'OCDE a apporté sa contribution aux chiffres clefs de notre dossier spécial.
+ d'infos : www.oecd.org
Revue de l'Observateur de l'OCDE
www.observeurocde.org/abonnement.html

EVENEMENTS

Salon des Solidarités

Rendez-vous incontournable en matière de solidarité avec plus de 15 000 visiteurs et 200 exposants présents à l'édition précédente, le salon des Solidarités aura lieu du 4 au 6 juin à Paris. A cette occasion, **Be-linked** animera une rencontre-débat sur le thème : « Comment mieux mobiliser les collaborateurs sur des projets de solidarité ? », le vendredi 4 juin de 17h à 18h30. Plusieurs ONG et entreprises viendront témoigner des évolutions, des opportunités ainsi que des nouveaux défis que représente cette mobilisation.
+ d'infos : www.salondessolidarites.org
L'inscription est gratuite, mais obligatoire (places limitées).

BOURSE OPINION WAY

L'institut d'études Opinion Way lance la 2^{ème} édition de sa bourse d'études marketing destinée aux acteurs de l'entrepreneuriat social (associations, entreprises,...). Il s'agit de mettre l'expertise et savoir-faire d'Opinion Way gratuitement au service d'entrepreneurs sociaux afin de contribuer à leur développement. La Ruche, espace collectif de travail collaboratif pour les entrepreneurs sociaux, où **Be-linked** est basée, avait bénéficié de cette bourse en 2009.

Les dossiers de candidature sont à déposer avant le 31 mai prochain.

+ Info : www.opinion-way.com

QUI SOMMES-NOUS ?

be-linked, Business & Community Intelligence est un cabinet de conseil en stratégie et en management totalement dédié à la relation ONG-Entreprise. Notre mission est d'intégrer les relations avec la société civile au cœur de la stratégie de l'entreprise, pour créer, par l'innovation, de la valeur économique, sociétale et environnementale durable.
Pour en savoir plus sur nos activités, nos références : www.be-linked.net

...ET VOUS ?

Etes-vous à l'origine, ou impliqué(e) dans un partenariat innovant impliquant ONG et entreprises, un nouveau social business ? Souhaitez-vous nous faire part d'un projet qui vous semble particulièrement novateur dans ce domaine ? N'hésitez pas à nous en informer !
info@be-linked.net

NOUS CONTACTER :

Tél. : 01 48 03 92 38
Mail : info@be-linked.net
Site : www.be-linked.net

Impression : Pure Impression sur papier FSC mixte avec encres végétales



Business Community BRIEF

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA REVUE DES RELATIONS ONG ↔ ENTREPREPRISES

Tous les deux mois, la Revue des relations ONG ↔ Entreprises vous donne les clefs pour comprendre les enjeux de la relation entre les entreprises et les organisations de la société civile – actualité, analyse, recherche, décryptage – sous un angle transversal et international.

- Oui, je souhaite profiter de votre offre spéciale et recevoir les 8 prochains numéros (6 numéros par an + 2 gratuits)
- Tarif normal : 300 euros HT, soit 358,8 € TTC
- Tarif réduit (ONG, étudiants et chercheurs, sur justificatif) : 100 euros HT, soit 119,6 € TTC

Nom et prénom :

Nom de l'organisation ou de l'entreprise :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays : Tel :

Merci d'envoyer ce bon de commande par fax au 01 48 03 92 46, ou par courrier accompagné de votre règlement à : be-linked, La Ruche, 84 quai de Jemmapes, 75010 Paris. Une facture vous sera adressée dès réception de votre bulletin d'abonnement.